

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

Lille, le 15 Décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORIAP Hautvillers Ouville

22 boulevard Michel Strogoff
80440 Boves

Références : 2023 - E30162
Code AIOT : 0005107435

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2023 dans l'établissement NORIAP Hautvillers Ouville implanté RD 1001 80132 Hautvillers-Ouville. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORIAP Hautvillers Ouville
- RD 1001 80132 Hautvillers-Ouville
- Code AIOT : 0005107435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORIAP est autorisée à exploiter un silo sur la commune de Hautvillers-Ouville par arrêté préfectoral du 23 novembre 2012. Les activités de stockage de céréales sont soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- suivi des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mars 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Découplage	AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'a mis en œuvre l'ensemble des actions nécessaires pour lever les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mars 2022. En effet, le système de fermeture automatique installé sur la porte de découplage située entre la tour de manutention et la galerie de reprise n'est pas opérationnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Découplage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, porte de découplage
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois [...], la société NORIAP [...] est mise en demeure, pour son site situé à Hautvillers Ouvre, de respecter les dispositions de l'article 8.1.2.2 de l'AP du 23/11/2012, en démontrant la résistance de la porte de découplage, située entre la tour de manutention et la galerie de reprise, en cas d'explosion dans la tour de manutention et en équipant la porte précitée d'un dispositif de fermeture automatique.</p>
<p>Constats : Par mail du 23 octobre 2023, l'exploitant a transmis le rapport de l'APAVE n°125777/ version A- 19 octobre 2023. Ce rapport complète l'étude de dangers en caractérisant le découplage entre la tour de manutention et la galerie de reprise. Il conclut comme suit : <i>"En cas d'explosion de poussières se développant dans la fosse des élévateurs de la tour de manutention, la porte et la paroi de découplage d'avec la galerie de reprise seraient sollicitées par une pression incidente uniformément répartie de 100 mbar. Les fixations (paumelles et ancrages) au nombre de 5, instaurées sur la porte lui confèrent une résistance suffisante sous cette pression incidente : la porte resterait intègre et ne s'ouvrirait pas, et l'explosion de poussières ne pourrait alors se propager à la galerie de reprise."</i></p> <p>Sur site, il a été constaté que le système de fermeture automatique (groom) mis en place sur la porte de découplage située entre la tour de manutention et la galerie de reprise n'était pas efficace, car la fermeture automatique de la porte est bloquée par le système de fermeture manuel mis en place. Les dispositions de la mise en demeure du 25 mars 2022 ne sont donc pas respectées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte